

# **CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES**

Accord cadre concernant la maintenance de  
Centrales d'Air Comprimé à Usage Médical  
Centrales d'Air Comprimé à Usage technique  
Centrales d'aspiration à usage médical



## SOMMAIRE

1. Objet.....	4
2. CONTENU DES PRIX .....	4
3.CARACTERISTIQUES DES MATERIELS OU EQUIPEMENTS A ENTRETENIR .....	4
4. DEFINITION DES PRESTATIONS .....	6
4.1 Information du responsable avant visite .....	6
4.2 Niveau de maintenance .....	6
4.3 Echelons de maintenance.....	7
4.4 Maintenance partagée Limites des interventions .....	7
4.5 Maintenance préventive.....	8
4.5.1 Maintenance préventive systématique .....	8
4.5.2 Maintenance préventive conditionnelle .....	8
4.6 Maintenance corrective .....	9
4.6.1 Déclenchement des interventions .....	9
4.6.1.1 prise en charge de l'appel .....	9
4.6.1.2 Télémaintenance.....	10
4.6.2 Diagnostic .....	10
4.7 Maintenance palliative .....	10
4.8 Maintenance curative .....	10
4.9 Contrôle du bon fonctionnement.....	10
4.10 Délai des opérations de maintenance correctives .....	10
5 Durée maximale d'indisponibilité - Prêt d'équipement – Taux de disponibilité.....	11
5.1 Durée maximale d'indisponibilité.....	11
5.2 Prêt d'équipement.....	11
6 Interventions hors forfait .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
7 Coordination des interventions pendant la période, de garantie .....	11
8 Exclusions .....	11
9 Compte rendu d'intervention.....	12
10 Communication notification.....	13
11 CONSOMMABLES, PIECES DETACHEES .....	13
11.1 Consommables.....	13
11.2 Stock de pièces détachées .....	13
11.3 Provenance qualité et garantie des matières consommables et pièces de rechange.....	13
11.4 Récupération .....	13
11.5 Outillage .....	13
11.6 Logiciels de maintenance .....	14
11.7 Marchandises remises au titulaire.....	14

12 CONDITIONS D'EXÉCUTION .....	14
12.1 Prise en charge des équipements et de la documentation .....	14
12.2 Remise des équipements et de la documentation en fin de marché .....	14
12.3 Accès — Consignes .....	14
12.4 Locaux et moyens mis à disposition du titulaire .....	15
12.5 Obligations de confidentialité - Protection des données à caractère personnel .....	15
12.6 Observations des mesures d'hygiène et sécurité .....	16
12.7 Obligations du pouvoir adjudicateur .....	16
12.8 Formation .....	17
12.9 Réversibilité .....	17
13 OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION .....	17
13.1 Vérification.....	17
13.1.1 Maintenance préventive .....	18
13.1.2 Maintenance corrective .....	18
13.1.3 Fourniture de pièces détachées .....	18
13.2 Contrôle de l'obtention des résultats .....	18
13.2.1 Taux de disponibilité .....	18
13.2.2 Résultat en terme de performance .....	19
13.2.3 Contrôle de remise en ordre de marche .....	19
13.2.4 Traçabilité et mesure des résultats .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
13.3 Décision du pouvoir adjudicateur .....	19
14 GARANTIE .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
14.1 Garantie des prestations de maintenance correctives .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
14.2 Garantie des pièces détachées .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
15 MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
15.1 Contenu des prix .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
15.2 Prix forfaitaire .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
15.2.1 DATE D'ÉTABLISSEMENT DES PRIX .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
15.2.2 TYPE DE PRIX .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
15.2.3 FORME DE PRIX .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
15.3 Prix Unitaire .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
15.3.1 DATE D'ÉTABLISSEMENT DES PRIX .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
15.3.2 TYPE DE PRIX .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
15.3.3 FORME DE PRIX .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
15.3.3.1 Pièces détachées inscrites au BPU .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
15.3.3.2 Unités d'œuvre .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
15.3.3.3 Pièces détachées non inscrites au BPU .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>

## **1. OBJET**

Il s'agit d'un accord-cadre (mono-attributaire) sans minimum et avec maximum pour la durée de l'accord cadre.

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Techniques Particulières concernent l'accord cadre pour la maintenance préventive, corrective, fourniture de pièces détachées, d'accessoires et échanges standards des matériels suivants (voir annexes) :

- Centrale d'Air Comprimé à Usage Médical du Groupe Hospitalier Pellegrin (Lot 1);
- Centrale vide à usage médical du tripode (10 pompes RIETSCHLE) groupe hospitalier de Pellegrin (Maintenance niveau 3 et 4 sur du préventif + fourniture de pièces détachées, d'accessoires et échanges standards des matériels) (Lot 1);
- Centrale d'air comprimé à usage technique (fourniture de pièces détachées, d'accessoires et échanges standards des matériels) (Lot 1);
- Centrale d'Air Comprimé à Usage Médical - Hôpital Haut-Lévêque – G.H. Sud (Lot 1);
- Centrale d'Air Comprimé à Usage Médical - Hôpital Saint-André (Lot 1);
- Centrale d'Air Comprimé à Usage Technique - Hôpital Saint-André (Lot 1);
- Centrale de vide à Usage Médical - Hôpital Saint-André (Lot 1);
- Centrale de vide à Usage Médical - Hôpital LIBOURNE (Lot 2)

## **2. CONTENU DES PRIX**

Voir CCAP article 6.1

## **3. CARACTERISTIQUES DES MATERIELS OU EQUIPEMENTS A ENTREtenir**

Les profils des équipements (marques et types d'appareils, nombre, âge, emplacement, durée d'utilisation et leur état), ainsi que les indicateurs retenus pour la vérification de la performance de la maintenance délivrée par le prestataire sont indiqués dans les annexes.

Le titulaire est réputé connaître l'état des équipements lors de la prise en charge du marché. Tous les autres équipements et installations connexes en sont exclus.

L'annexe sera mise à jour en cas de modification de la composition du parc d'équipements ou de l'installation en cours d'exécution du marché, par voie d'avenant. Lorsque des matériels ou équipements sont pris en charge ou abandonnés en cours d'année, le ou les prix de règlement sont calculés au prorata temporis.

Le titulaire devra déclarer au moins trois mois avant la date anniversaire du marché les équipements déclarés obsolètes. Un bilan des performances de ceux-ci sera réalisé de manière contradictoire entre titulaire et pouvoir adjudicateur afin de confirmer et/ou infirmer la maintenabilité possible et les mises à niveau techniques incluses dans le marché. Dans le cas où le titulaire n'aura pas respecté ce délai, il devra assurer la maintenance de ces équipements. Il pourra faire un prêt de matériel de performances équivalentes pour tenir ses engagements. Il donne tout conseil qu'il juge utile sur l'utilisation des équipements et les améliorations à apporter. Il signale toute non-conformité des équipements, à la réglementation. Il avertit le pouvoir adjudicateur de la nature et de la périodicité des contrôles réglementaires et se prête aux sujétions qu'ils entraînent.



## **4. DEFINITION DES PRESTATIONS**

En plus de ce que comprend la maintenance au sens de la norme NF EN 13306 X 60-319 (la maintenance préventive (systématique, conditionnelle et prévisionnelle) et la maintenance corrective (palliative, curative)), les prestations concernent également la fourniture de pièces détachées, d'accessoires et échanges standards des matériels suivants :

- La Centrale d'Air Comprimé à Usage Médical du Groupe Hospitalier Pellegrin (Lot 1);
- Centrale vide à usage médical du tripode (10 pompes RIETSCHLE) groupe hospitalier de Pellegrin (Maintenance niveau 3 et 4 sur du préventif+ fourniture de pièces détachées, d'accessoires et échanges standards des matériels) (Lot 1);
- Centrale d'air comprimé à usage technique GHP (fourniture de pièces détachées, d'accessoires et échanges standards des matériels) (Lot 1);
- La Centrale d'Air Comprimé à Usage Médical - Hôpital Haut-Lévêque – G.H. Sud (Lot 1);
- La Centrale d'Air Comprimé à Usage Médical - Hôpital Saint-André (Lot 1);
- La Centrale d'Air Comprimé à Usage Technique - Hôpital Saint-André (Lot 1);
- La Centrale de vide à Usage Médical - Hôpital Saint-André (Lot 1);
- Les Centrales d'Air Comprimé à Usage médical et technique et centrale de vide CH Libourne (Lot 2)

La maintenance préventive (systématique, conditionnelle et prévisionnelle) est incluse dans le forfait.

La maintenance corrective (palliative, curative) donnera lieu à une commande du pouvoir adjudicateur, établie sur la base des prix unitaires contractuels (tarif horaire comprenant le déplacement et coefficient à appliquer sur les fournitures uniquement s'il y a fourniture de pièces de rechange).

Le titulaire est tenu, sauf à engager sa responsabilité, de signaler toute non-conformité des matériels ou équipements à la réglementation en vigueur. Il avertit le pouvoir adjudicateur de la nature et de la périodicité des contrôles réglementaires et se prête aux sujétions qu'ils entraînent. Il donne tout conseil qu'il juge utile sur l'utilisation des appareils et les améliorations à apporter.

### **4.1 INFORMATION DU RESPONSABLE AVANT VISITE**

Le personnel du titulaire chargé des opérations de maintenance se présente au responsable du service d'ingénierie de chaque établissement dès son arrivée dans l'établissement.

### **4.2 NIVEAU DE MAINTENANCE**

Le TITULAIRE assure l'ensemble des interventions de maintenance préventive et corrective des niveaux 1 à 5 de la norme AFNOR NF X 60-000. Les cinq niveaux de maintenance caractérisent la complexité croissante des opérations :

Niveau 1 : réalisé par l'exploitant du matériel sans outillage particulier et à l'aide de la notice d'utilisation

- Réglages simples prévus par le constructeur au moyen d'organes accessibles sans démontage ou ouverture du matériel.

- Remplacements de consommables accessibles en toute sécurité.

Niveau 2 : réalisé par un technicien habilité avec les outils et notices définis par les instructions de maintenance :

- Dépannages par échange standard d'éléments,
- Opérations simples de maintenance préventive (graissage, contrôle de fonctionnement).

Niveau 3 : réalisé par un technicien spécialisé, utilisant l'ensemble de la documentation nécessaire à la maintenance du matériel et les pièces détachées adéquates avec l'outillage et les appareils de mesure prévus par la documentation technique.

- Identification et diagnostic de pannes, réparations par échange de composants ou d'éléments fonctionnels, réparations mécaniques, réglage des appareils de mesure et opérations courantes de maintenance préventive.

Niveau 4 : nécessite un encadrement technique spécialisé et une équipe dotée d'un outillage spécialisé (moyens mécaniques, de câblage ...), de bancs de mesure et des étalons de travail.

- Regroupe les travaux importants de maintenance corrective ou préventive à l'exception de la rénovation et de la reconstruction.
- Réglage des appareils de mesure utilisés pour la maintenance, éventuellement vérification des étalons de travail par les organismes spécialisés.

Niveau 5 : réalisé par le constructeur ou le reconstruteur.

- Rénovation, reconstruction ou exécution des réparations importantes confiées à un atelier central.
- Inspection complète de tous les organes, reprise complète ou remplacement des pièces déformées par des pièces d'origine ou des pièces neuves équivalentes.
- La reconstruction peut être assortie de travaux de modernisation.

### **4.3 ECHELONS DE MAINTENANCE**

Les 5 niveaux de maintenance sont concernés par le marché. Le titulaire prévoira la prise en charge de l'ensemble de la logistique (récupération et retour du matériel dans l'établissement, fourniture du conditionnement, prêt du matériel, etc.).

### **4.4 MAINTENANCE PARTAGEE LIMITES DES INTERVENTIONS**

Le périmètre d'intervention se limite :

GHP :

Centrale d'air à usage médical, dalle extérieure avec cadres bouteilles de secours, à la dalle extérieure où est positionnée la cuve de l'air moteur.

Centrales de vide à usage médical du tripode (10 pompes RIETSCHLE)

GHS : centrale d'air à usage médical, cadres bouteilles de secours

GHSA : local regroupant la centrale d'air à usage médical, la centrale d'air technique, la centrale de vide, les cadres secours situés sur la dalle à l'extérieur dans la cour de service.

CH Libourne : local regroupant la centrale d'air à usage médical, la centrale d'air technique, la centrale de vide.

Les centrales d'air comprimé à usage médical resteront en permanence sous la surveillance des services d'Ingénierie des établissements qui devront signaler au titulaire toutes anomalies constatées et effectuer les premières interventions en cas de nécessité.

Un registre de visites quotidiennes effectuées par le Service d'Ingénierie de l'établissement hospitalier concerné sera tenu à jour pour chacune des installations.

Pour le Groupe Hospitalier Sud, ce registre est constitué par l'enregistrement des alarmes G.T.C. consignés sur le journal de bord. Cette disposition est complétée par les éventuelles remarques écrites faisant suite à la visite journalière.

Les mises à niveau techniques préconisées par le constructeur pour accroître la fiabilité et la sécurité de l'équipement ainsi que les mises à niveau des logiciels de base, acquis avec l'installation et désignés à l'annexe, font partie des prestations prévues par le présent marché.

## **4.5 MAINTENANCE PREVENTIVE**

### **4.5.1 Maintenance préventive systématique**

Les visites et interventions de maintenance systématique ont pour buts de réduire les risques de pannes et de maintenir dans le temps les performances des équipements au niveau de celui des performances initiales.

Au cours de ces visites, il est procédé aux opérations selon les gammes de maintenance définies et validées avec le titulaire en début de marché. Ces gammes de maintenance devront préciser la périodicité des prestations.

Les dates et heures exactes des visites sont fixées d'un commun accord avec le pouvoir adjudicateur. Cet accord donne lieu à un planning d'exécution signé des deux parties.

Si l'une des deux parties désire déplacer une visite, elle en informe l'autre au moins 4 jours avant la date prévue.

Les opérations de maintenance préventive systématiques ne peuvent pas être effectuées en même temps que les opérations de maintenance corrective.

Un programme d'exécution est établi en commun dans un délai de quinze jours suivant la notification du marché. Les opérations sont effectuées en plusieurs étapes lorsqu'une partie des appareils ou de l'équipement doit rester en exploitation. Le programme fixe le moment précis et la durée des interventions. Si le titulaire estime que certaines prestations ne peuvent être effectuées que dans ses usines ou ateliers, il en informe au préalable le responsable de l'établissement afin que ce dernier mette en œuvre en temps utile les dispositions qu'il juge nécessaires.

### **4.5.2 Maintenance préventive conditionnelle**

Les interventions effectuées au titre de la maintenance préventive conditionnelle et qui résultent notamment des constatations faites lors des visites systématiques ont pour objet le maintien en état de fonctionnement des équipements.

Les interventions seront réalisées sur la base des gammes de maintenance définies et validées en début de marché avec le titulaire.

Il est précisé que la remise en service est comprise dans le forfait.

Exécution des interventions préventives : Les opérations techniques de maintenance préventive dues au titre du forfait, sont réalisées sur l'initiative du titulaire et après accord écrit, sur leur programmation, du service utilisateur. Le montant de la prestation forfaitaire comprend les frais de main d'œuvre, de déplacement et/ou la fourniture des pièces détachées prévues. Les opérations techniques réalisées lors des maintenances préventives sont définies et validées avec le titulaire en début de marché. Ces prestations forfaitaires font l'objet d'un compte rendu similaire à celui réalisé lors des prestations sur commande.



## **4.6 MAINTENANCE CORRECTIVE**

Les interventions de maintenance corrective ont pour objet la remise en état de fonctionnement des équipements à la suite d'une défaillance. Il s'agit de l'ensemble des activités réalisées après la défaillance de l'équipement, ou la dégradation de sa fonction, pour lui permettre d'accomplir une fonction requise au moins provisoirement.

Les horaires d'intervention sont les suivants : le titulaire intervient 24h/24, 7 jours /7 et 365 jours par an.

Dans les cas où cette intervention entraînerait l'arrêt des équipements usuels, le titulaire assurerait la gestion et la mise en place des moyens utiles et nécessaires à la continuité de distribution des services.

Toute intervention de maintenance corrective est poursuivie jusqu'à la mise en œuvre des opérations de maintenance palliative a minima.

Elle comprend

- le diagnostic de la défaillance (détection, localisation, analyse) ;
- la remise en état avec ou sans modification. La maintenance corrective est scindée en deux parties : la maintenance palliative et la maintenance curative.

La maintenance palliative a pour objet les activités de maintenance corrective destinées à permettre à un bien d'accomplir provisoirement tout ou partie d'une fonction requise.

La maintenance curative a pour objet les activités de maintenance corrective destinées à rétablir un bien dans un état spécifié ou de lui permettre d'accomplir une fonction requise. Le résultat des activités réalisées doit présenter un caractère permanent ;

- le contrôle du bon fonctionnement.

### **4.6.1 Déclenchement des interventions**

#### **4.6.1.1 Prise en charge de l'appel**

La prise en charge d'un appel pour une opération de maintenance corrective, se fait de la manière suivante : sur simple appel du personnel habilité du CHU ou CHL, le titulaire intervient et procède à la remise en bon état de fonctionnement des équipements défectueux (délai d'intervention maximum : 3 heures à partir du déclenchement de l'intervention c'est-à-dire de l'appel du personnel désigné du CHU ou CHL). Le délai de remise en bon état de fonctionnement des équipements défectueux est de 24h maximum.

Le CHU ou CHL établit une liste des personnes désignées (en plus du DISPATCHING) dans le cadre de cette maintenance curative.

La permanence téléphonique du titulaire, joignable 24h/24 et 365 jours par an, prend en compte les appels téléphoniques du pouvoir adjudicateur ou le report des alarmes.

La permanence du titulaire renvoie immédiatement par Mél., à l'adresse indiquée par le pouvoir adjudicateur, un accusé de réception qui indique : les date et heure de l'appel, l'auteur de l'appel et son interlocuteur, l'objet de l'appel ou de l'intervention.

Le titulaire consigne sur la GMAO les défauts signalés par les outils d'aide à l'exploitation et les systèmes de supervision. Le titulaire doit être en mesure de fournir l'ensemble des éléments consignés, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

#### **4.6.1.2 Télémaintenance**

La télémaintenance (lorsqu'elle peut être mise en œuvre) vient en complément de l'assistance téléphonique, de manière à affiner le diagnostic de la défaillance et éventuellement, apporter des solutions palliatives et/ou correctives.

#### **4.6.2 Diagnostic**

Le diagnostic correspond aux actions menées pour la détection de la panne, sa localisation et l'identification de la cause. Il permet au titulaire d'identifier la nature de la panne et d'y remédier.

A la demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire devra réaliser un diagnostic dans un délai de 4 heures. Le diagnostic s'effectue sur place ou par téléphone ou par télé-action. Le titulaire devra communiquer le diagnostic verbalement ou par téléphone au pouvoir adjudicateur.

### **4.7 MAINTENANCE PALLIATIVE**

Les opérations de maintenance palliative visent à la remise en état de fonctionnement provisoire. Le délai de réparation provisoire, la durée des interventions de maintenance palliative doivent être limitées dans le temps et ne pas excéder 48 heures.

### **4.8 MAINTENANCE CURATIVE**

Les opérations de maintenance corrective correspondent aux interventions définitives, suite à une défaillance et peuvent être réalisées immédiatement ou après une opération de maintenance palliative. Le délai de réparation définitive désigne le temps nécessaire qui pour clore définitivement l'intervention de maintenance corrective, à savoir le rétablissement du fonctionnement optimal d'un équipement.

### **4.9 CONTROLE DU BON FONCTIONNEMENT**

Le titulaire a en charge les opérations techniques de contrôle de bon fonctionnement. A l'issue de ces opérations, il notifie au pouvoir adjudicateur la remise en ordre de marche de l'équipement.

### **4.10 DELAI DES OPERATIONS DE MAINTENANCE CORRECTIVES**

Les opérations de maintenance corrective sont effectuées dans un délai maximal de 3 heures à partir du déclenchement de l'intervention c'est-à-dire de l'appel du personnel habilité de l'établissement ; 24h/24, 7 jours /7 et 365 jours par an.

Le délai compté commence à courir à partir de la demande d'intervention du pouvoir adjudicateur et s'achève à la notification de la remise en ordre de marche par le titulaire au pouvoir adjudicateur.

## **5 DUREE MAXIMALE D'INDISPONIBILITE - PRET D'EQUIPEMENT – TAUX DE DISPONIBILITE**

### **5.1 Durée maximale d'indisponibilité**

La durée des interventions de maintenance doit être aussi réduite que possible. Elles sont effectuées de manière à ne causer que le minimum de gêne dans le fonctionnement de l'établissement.

L'intervention de maintenance ne doit pas conduire à une indisponibilité de l'équipement supérieure à 48 heures. Dans le cas contraire, les pénalités prévues au CCAP s'appliqueront.

### **5.2 Prêt d'équipement**

Après 2 jours d'indisponibilité des matériels ou sous-ensembles, le titulaire met **gratuitement** à disposition, pour la période d'indisponibilité, des matériels ou sous-ensembles de remplacement.

## **6 INTERVENTIONS HORS BORDEREAU**

Dans le cadre de la maintenance corrective, le titulaire formule ses propositions d'intervention hors bordereau (la liste des travaux, le temps d'intervention et d'immobilisation, le temps de main-d'œuvre, la liste des pièces de rechange, le choix entre remplacement ou réparation d'éléments défectueux etc) en indiquant les conséquences que pourrait entraîner une décision négative du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire intervient sur bon de commande du pouvoir adjudicateur fixant le moment, la nature, l'importance, les délais et la durée des prestations. Le bon de commande est établi à partir du bordereau de prix unitaire et de la proposition détaillée du titulaire.

Le titulaire ne peut exécuter, des prestations hors bordereau sans notification de bon de commande par le pouvoir adjudicateur. Toutefois, dans le cas où la sécurité des personnes ou des biens est en jeu, le titulaire prend les mesures d'urgence qui s'imposent (si nécessaire : mise hors service de la machine). Il informe le pouvoir adjudicateur du risque détecté immédiatement.

## **7 COORDINATION DES INTERVENTIONS PENDANT LA PERIODE, DE GARANTIE**

Lorsque la période de garantie est comprise dans la durée du marché, le titulaire prend toutes dispositions en accord avec le constructeur ou l'installateur des matériels ou équipements pour assurer la coordination de leurs interventions : réglages ou interventions suite à incident au titre de la garantie.

Le forfait couvre les opérations de maintenance préventive.

## **8 EXCLUSIONS**

Sont exclus du présent marché :

- les modifications demandées par le pouvoir adjudicateur aux spécifications des équipements ;
- la réparation des défauts de fonctionnement causés par une adjonction de matériel d'autre origine, par une personne autre que le titulaire ou une personne désignée par lui, pour effectuer cette adjonction. ;
- la maintenance faisant suite à une action de vandalisme, à un sabotage, à un attentat, à une catastrophe naturelle.

## **9 COMPTE RENDU D'INTERVENTION**

Chaque intervention donne lieu à l'établissement par le titulaire d'un compte rendu, à l'occasion duquel des propositions d'interventions supplémentaires sont faites, si nécessaire, au pouvoir adjudicateur.

À chaque visite le titulaire :

— appose une « vignette » sur les appareils sur laquelle il porte ses observations telles que : dates et heures de début et de fin de ces interventions, anomalies constatées, usures de certains organes, risques de détérioration, ....

— établit un compte rendu (avis de fin d'intervention, rapport de visite) sur lequel il porte ses observations telles que : dates et heures de début et de fin de ces interventions, anomalies constatées, usures de certains organes, risques de détérioration, ....

— établit le compte rendu sur le carnet de maintenance (la fiche d'intervention spécifique) détenu par le pouvoir adjudicateur sur lequel il porte ses observations telles que : dates et heures de début et de fin de ces interventions, anomalies constatées, usures de certains organes, risques de détérioration, ....

— Met à jour la GMAO (le CH LIBOURNE n'est pas concerné) :

Le CHU utilise le progiciel CARL SOURCE de gestion de la maintenance assistée par ordinateur (GMAO).

Les techniciens du prestataire doivent saisir et renseigner sur cette GMAO toutes les tâches de maintenance. Pour ce faire, ils disposent d'un poste informatique mis à disposition par le CHU.

Le prestataire devra respecter toutes les procédures de la GMAO en vigueur (celles-ci lui seront communiquées dès la signature du marché) et se conformer au calendrier de maintenance préventive éditée par la GMAO.

C'est le CHU qui assurera, la formation des agents de la société titulaire du lot, à charge de ladite société le détachement de ses agents, le nombre de séances nécessaire à la compréhension de l'application, la durée d'une séance est fixée à quatre heures.

Le contenu de cette formation donnera la compétence indispensable pour la saisie et le renseignement des interventions de maintenance sur les installations.

A l'issue de chaque intervention de maintenance, le technicien est tenu de saisir tous les paramètres prévus par CARL SOURCE tels que (liste non exhaustive) :

la date, la cause des incidents et la consistance des prestations, remplacement de pièces, modifications de toute nature apportées à l'appareil au titre de la maintenance contractuelle.

**Le plan de maintenance préventive sera saisi dans la GMAO par les agents du CHU, à charge de la société désignée, la fourniture d'un échéancier récapitulatif des actions de maintenance préventive calendaire.**

### **Identification création et codification**

Dès le premier mois d'exécution du marché, le titulaire doit mettre en place sur chaque équipement, une plaque dylophane gravée comportant la nouvelle codification des équipements utilisés par la GMAO, les plaques seront fournies par le CHU.

Cette codification doit être utilisée pour toutes les prestations qui nécessitent de repérer les équipements, telles que : livret d'entretien, état et tableau de gestion, appel pour dépannage, devis et facture, etc.

Les points **GMAO** des équipements seront créés par les agents du CHU.

Il atteste ainsi que les opérations décrites ont bien été effectuées.

## **10 COMMUNICATION NOTIFICATION**

### **Optimisation de la maintenance**

Dans le but d'optimiser les prestations de maintenance des installations du CHU, le titulaire est tenu d'établir, pour chaque site :

**un historique trimestriel** qui sera remis en main propre lors d'une réunion sur ce thème au plus tard 1 mois après la période écoulée :

- la cause probable, la nature, et la gravité de la défaillance
- la nature de l'intervention, les temps passés et les coûts cumulés de maintenance corrective (main d'œuvre et pièces détachées),

**un récapitulatif annuel global des historiques au plus tard 3 mois après la période écoulée avec :**

- l'exploitation des données
- les suggestions techniques d'amélioration par modernisation ou mise en conformité du parc
- disponibilité globale chiffrée par site
- tableau de bord avec le classement des équipements les plus défaillants et des causes de pannes les plus répétitives.

Ces documents seront fournis sur support papier et sur support informatique.

## **11 CONSOMMABLES, PIECES DETACHEES**

Toute pièce remplacée est neuve, sauf accord express entre les parties.

Les composants ayant fait l'objet d'une homologation sont remplacés par des composants homologués compatibles.

### **11.1 CONSOMMABLES**

Liste à définir en début de marché avec le titulaire

### **11.2 STOCK DE PIECES DETACHEES**

Liste à définir en début de marché avec le titulaire

### **11.3 PROVENANCE QUALITE ET GARANTIE DES MATIERES CONSOMMABLES ET PIECES DE RECHANGE**

Les caractéristiques techniques des pièces de rechange et des matières consommables indispensables à un fonctionnement correct sont celles préconisées par le constructeur.

### **11.4 RECUPERATION**

Sur demande du pouvoir adjudicateur les pièces remplacées lui sont remises.

### **11.5 OUTILLAGE**

Aucun outillage spécifique n'est mis à disposition du titulaire par le pouvoir adjudicateur.

## **11.6 LOGICIELS DE MAINTENANCE**

Le titulaire est réputé posséder les licences des logiciels de maintenance du constructeur nécessaires à l'entretien des équipements concernés par le présent marché. Il doit en fournir la preuve.

## **11.7 MARCHANDISES REMISES AU TITULAIRE**

Les pièces détachées qui remplacent ou complètent dans le cadre des prestations forfaitaires des pièces défectueuses deviennent la propriété du pouvoir adjudicateur, puisque ces éléments contribuent au fonctionnement normal de l'équipement.

# **12 CONDITIONS D'EXÉCUTION**

## **12.1 PRISE EN CHARGE DES EQUIPEMENTS ET DE LA DOCUMENTATION**

Le titulaire déclare être parfaitement informé de la constitution des locaux et de la consistance du ou des équipements dont il assure la maintenance.

Un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux et des équipements est établi au début du marché.

Les documents techniques à jour (Il s'agit du plan de situation, des schémas fonctionnels et instructions diverses du constructeur) sont remis au titulaire à la prise en charge. Cette documentation reste la propriété du pouvoir adjudicateur et n'est utilisée par le titulaire qu'à seule fin d'exécution du présent marché. Elle est mise à jour par ses soins en cas de modification des appareils ou équipements consécutive à ses interventions.

Si le matériel ou l'équipement n'est plus conforme à la réglementation en vigueur, le titulaire est tenu de le signaler au pouvoir adjudicateur. La mise en conformité des matériels ou équipements à la réglementation en vigueur est à la charge du pouvoir adjudicateur, sous réserve des dispositions figurant au présent document.

## **12.2 REMISE DES EQUIPEMENTS ET DE LA DOCUMENTATION EN FIN DE MARCHE**

Un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux et des équipements est établi à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à laisser en fin d'exécution du marché les matériels ou équipements en état normal d'entretien et de fonctionnement.

## **12.3 ACCES — CONSIGNES**

Le titulaire fournira la liste des personnels devant intervenir sur le site dans le cadre des prestations du marché dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché. Le pouvoir adjudicateur pourra demander au titulaire le remplacement d'un employé jugé indésirable dans l'enceinte.

Les personnes désignées par le titulaire sont seules autorisées pour la maintenance des équipements, objet du marché.

Si les interventions sont réalisées par une équipe, le responsable est nommément désigné par le titulaire. Il est le seul interlocuteur du pouvoir adjudicateur.

Le personnel du titulaire a accès aux matériels ou équipements dans les limites suivantes : enceintes des installations de production d'air à usage médical.

Les heures d'accès sont fixées avant le début d'exécution du marché.

Le personnel doit être muni :

- d'une carte d'identité ;
- d'un badge établis par l'entreprise ;
- d'une carte d'accès délivrée par le pouvoir adjudicateur.

Le personnel du titulaire doit observer les consignes de sécurité qui lui seront indiquées dans le plan de prévention. Le personnel du titulaire a accès aux équipements sous réserve du respect des consignes d'hygiène et de sécurité applicables.

Au titre du présent marché, le titulaire reste seul responsable de tous les dommages corporels, équipements et immatériels, consécutifs, résultant directement de la mise en jeu de sa responsabilité civile, au titre des prestations lui incombant, que ces dommages soient causés à des tiers ou à l'établissement public.

## **12.4 LOCAUX ET MOYENS MIS A DISPOSITION DU TITULAIRE**

Le titulaire maintient en état de propreté les locaux dans lesquels il est amené à intervenir.

Le titulaire s'engage à souscrire une police d'assurance couvrant tous les risques dont il pourrait être tenu pour responsable dans les conditions du droit commun, notamment : accident, incendie, explosion, vol, dégâts des eaux, conséquences d'un défaut. Il devra justifier de cette souscription, auprès du pouvoir adjudicateur, au plus tard dans le mois qui suit la notification du présent marché et avant tout début d'exécution.

La responsabilité du titulaire concernant les matériels, objets et approvisionnements qui lui sont confiés est précisée dans les annexes

Le titulaire assure l'entretien et le maintien en parfait état de propreté du local mis à sa disposition.

Les prestations suivantes sont mises gratuitement à la disposition du titulaire : eau, électricité, fluides.

## **12.5 OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITE - PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs notamment aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par le pouvoir adjudicateur afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.

Pour assurer cette protection, il incombe au pouvoir adjudicateur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations.

## **12.6 OBSERVATIONS DES MESURES D'HYGIENE ET SECURITE**

Toute personne, devant accéder aux installations et bâtiments concernés par le marché, doit être munie d'une autorisation établie par le pouvoir adjudicateur.

Le titulaire s'engage :

- à faire enregistrer les heures d'arrivée et de sortie de son personnel auprès du responsable du service de sécurité incendie « dispatching »
- à aviser immédiatement le responsable du service d'ingénierie du site (en heures ouvrables) ou le responsable du service de sécurité incendie « dispatching » après constatation de tout acte de sabotage, de malveillance caractérisée, ainsi que toute dégradation pouvant être causée lors de l'exécution des prestations du présent marché.

D'autre part, si à la suite d'un acte de sabotage ou de malveillance caractérisée, la personne publique estime que des mesures de sécurité, visant notamment le personnel, doivent être prises, le titulaire s'engage à les appliquer sans délai.

Les personnels de l'entreprise du titulaire, amenés à intervenir au titre du marché sont soumis aux règles d'hygiène, sécurité et conditions de travail régies par le code du travail et par les conventions collectives nationales liées à la profession. Le non-respect de ces règles entraînera l'exclusion du contrevenant.

Dans le cadre de l'application du Code du travail (article R 4511.1 à R 4512.16) relatif aux prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure, le titulaire du marché participera à une l'inspection préalable commune de chaque site d'implantation. A l'issue de cette visite, un plan de prévention formalisant les mesures de sécurité retenues est rédigé et visé par les deux parties.

## **12.7 OBLIGATIONS DU POUVOIR ADJUDICATEUR**

Le pouvoir adjudicateur s'engage à :

1. garantir les conditions d'environnement et informer le titulaire de toutes modifications s'y reportant ;
2. faire tenir le carnet de bord journalier de l'équipement ;
3. effectuer ou faire effectuer les opérations de contrôle et de vérification conformément aux prescriptions indiquées, ces opérations sont attestées par l'intervenant sur le carnet de bord (date, nom, opérations effectuées, signature) ;
4. assurer les conditions de sécurité réglementaires des représentants du titulaire pendant ses prestations de maintenance. Lesdits représentants s'engagent eux-mêmes à respecter ces conditions.
5. informer le titulaire préalablement à tout déplacement de l'équipement dans un autre site et tenir compte de ses remarques.
6. ne jamais laisser un employé du titulaire travailler isolément dans ces locaux en un point où cet employé ne pourrait être secouru à bref délai en cas d'accident.



## **12.8 FORMATION**

Dans le cadre de la GMAO, le pouvoir adjudicateur assurera, la formation des agents du titulaire, à charge de ladite société le détachement de ses agents, le nombre de séances nécessaire à la compréhension de l'application, la durée d'une séance est fixée à quatre heures.

Le contenu de cette formation donnera la compétence indispensable pour la saisie et le renseignement des interventions de maintenance sur les installations.

## **12.9 REVERSIBILITE**

La réversibilité permet au pouvoir adjudicateur de reprendre avec ses ressources propres ou avec les ressources d'un autre prestataire l'ensemble des prestations confiées au titulaire dans des conditions de qualité et d'organisation identiques à celles déployés au moment de la rétrocession.

La durée maximale de cette période de réversibilité sera de 2 mois et son échéance ne peut en aucun cas excéder la date de fin de marché.

Dans ce cadre, les personnes désignées par le pouvoir adjudicateur bénéficieront :

- D'une présentation formelle du périmètre couvert
- D'une formation sur les différentes activités (illustré par des exemples),
- Du partage des tâches récurrentes avec les intervenants techniques sur le terrain de façon à assimiler présentations et formations.

Lors de la réversibilité, le transfert de compétences doit à minima aborder les points suivants :

- Informations sur les intervenants,
- Analyse des dysfonctionnements les plus courants,
- Liste des actions en cours,
- Revue de la documentation,
- Utilisation des outils,
- Transfert de la base de connaissance locale et nationale

Le titulaire doit restituer l'ensemble des supports de la prestation :

- Outillage spécifique
- Stock de pièces détachées
- Documentation du périmètre de la prestation
- PAQ
- Procédures d'exploitation,
- Rapports d'activité,

## **13 OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION**

Le pouvoir adjudicateur désignera un responsable par site (pour le CHU de Bordeaux : GH Pellegrin, GH Sud, GH Saint-André) chargé des opérations de vérification.

### **13.1 VERIFICATION**

Le pouvoir adjudicateur peut contrôler, à tout moment, la quantité et la qualité des prestations exécutées avec l'aide éventuelle d'un organisme extérieur spécialisé.

### 13.1.1 Maintenance préventive

Prestations prévues au forfait : les opérations de vérification portent sur les prestations définies au planning d'exécution (gamme de maintenance). Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de vérifier, à tout moment la quantité, la qualité et le respect des périodicités des opérations de maintenance. Ces opérations de vérification seront inscrites sur le carnet de bord journalier. Le titulaire n'est pas convoqué aux opérations de vérification.

### 13.1.2 Maintenance corrective

Prestations non prévues au forfait : les opérations de vérification portent sur les prestations faisant l'objet de bons de commande. A l'issue de la réalisation des prestations, le titulaire avise le pouvoir adjudicateur. Le pouvoir adjudicateur dispose de quinze jours pour procéder aux opérations de vérification à compter de cette date. Ces opérations de vérification seront inscrites sur le carnet de bord journalier. Le titulaire n'est pas convoqué aux opérations de vérification.

### 13.1.3 Fourniture de pièces détachées

Prestations prévues au forfait : les opérations de vérification portent sur les prestations définies. Le pouvoir adjudicateur dispose de quinze jours pour procéder aux opérations de vérification à compter de la date de livraison des fournitures. Le titulaire n'est pas convoqué aux opérations de vérification.

Prestations non prévues au forfait : les opérations de vérification portent sur la fourniture des pièces détachées faisant l'objet de bons de commande. Le pouvoir adjudicateur dispose de quinze jours pour procéder aux opérations de vérification à compter de la date de livraison des fournitures. Le titulaire n'est pas convoqué aux opérations de vérification.

## 13.2 CONTROLE DE L'OBTENTION DES RESULTATS

### 13.2.1 Taux de disponibilité

**Le temps de disponibilité** correspond à un fonctionnement en mode nominal, il n'inclut pas le temps de non fonctionnement non imputable au titulaire, (les défauts de fonctionnement dus à une mauvaise utilisation de l'appareillage, toutes les pannes résultant d'une installation électrique défectueuse du fait du pouvoir adjudicateur, toute détérioration provenant d'un accident (incendie, dégâts des eaux, etc..), d'une intervention faite par une personne étrangère au titulaire, et/ou d'une catastrophe naturelle.

**Le temps d'indisponibilité** correspond au temps de maintenance corrective, y compris le temps de fonctionnement en mode dégradé, le dépassement du temps de maintenance préventive contractuel et les temps de calibrage, de tests, d'étalonnage et de contrôle s'ils doivent être effectués à nouveau suite à une opération de maintenance corrective. Il comprend également les délais d'intervention (téléphonique et sur site), le délai de remise en ordre de marche (ROM) et l'arrêt de fonctionnement pour rupture d'approvisionnement.

**Mode nominal** : l'intégralité de l'équipement fonctionne dans une plage de productivité et de fonctions sur lesquelles le titulaire s'engage au titre de son offre.

**Mode dégradé** : mode de fonctionnement suite à des opérations de maintenance palliative

Le taux de disponibilité est au minimum de 95 %.

Formules pour le calcul du taux de disponibilité par Centrale d'Air Comprimé à Usage Médical :

**Temps de fonctionnement opérationnel** = Temps pendant lequel le matériel accomplit la fonction requise en mode nominal sur une plage d'utilisation soit 7/7 jours et 365 jours/an soit un total annuel de 8 760 heures

Taux de disponibilité = Temps de fonctionnement opérationnel / (Temps de fonctionnement opérationnel + Temps d'indisponibilité + temps d'utilisation en mode dégradé /2)

### **13.2.2 Résultat en termes de performance**

Les résultats à obtenir sont :

Pour l'air médical : les paramètres définis par la pharmacopée européenne définissant l'air respirable.

Pour le vide médical : les paramètres de dépression à la production

Pour l'air technique : les paramètres de pression à la production, l'absence de condensation, de l'absence d'huile

### **13.2.3 Contrôle de remise en ordre de marche**

Toute action de maintenance ou de contrôle fait l'objet d'une notification de remise en ordre de marche par le titulaire (associée ou faisant partie du compte-rendu de l'intervention, avec mise à jour de la GMAO).

## **13.3 DECISION DU POUVOIR ADJUDICATEUR**

L'admission sera prononcée par le pouvoir adjudicateur. Il s'agit plutôt ici d'une constatation du service fait in situ et au vu des rapports de visite ou compte rendus d'intervention.

Le CCAG envisage trois décisions de non-admission : ajournement, réfaction ou rejet. En ce qui concerne les prestations de maintenance, il faut distinguer les opérations forfaitaires, hors forfait, de maintenance préventive, de maintenance corrective, la fourniture des pièces détachées.).